

L'essor

n°2 - avril 2009 - paraît 6 fois par année

Editorial

L'intégrisme religieux, un danger pour la paix

Il y a une quarantaine d'années, une grande partie des jeunes, au terme de leurs études, n'avaient qu'une idée en tête: aller travailler dans un kibboutz. A cette époque, Israël représentait la terre promise et il semblait légitime de contribuer à la construction d'une société plus juste.

Aujourd'hui, la situation a bien changé et Israël est devenu le symbole de la répression. Il y a mille raisons pour expliquer cette situation, notamment l'arrivée massive d'immigrants venus des anciens pays du bloc de l'Est et les attentats commis par les mouvements palestiniens extrémistes. Mais, de part et d'autre, l'intolérance a une cause commune: l'intégrisme religieux. Aussi bien les intégristes juifs que les intégristes musulmans ont pris du poids dans la population, se retranchant derrière l'insécurité et surtout évoquant le nom de Jahvé ou d'Allah. Ils ont réussi à pourrir la situation, refusant tout compromis au prétexte que leur Dieu est avec eux.

Les matières premières

Les matières premières sont des cadeaux qui parlent. Il suffit d'écouter. Elles nous chuchotent toutes sortes d'histoires à l'oreille: il était une fois..., dit le pétrole; il était une fois..., dit le blé.

Chaque matière première est un univers, avec sa mythologie, sa langue, ses guerres, ses villes, ses habitants: les bons, les méchants et les hauts en couleur. Et chaque matière première, en se racontant, raconte à sa manière la planète.

Erik Orsenna
Voyage aux pays du coton

Dans le conflit du Proche-Orient, l'intégrisme religieux est un obstacle à la paix. Il bloque toute discussion, chacun se retranchant derrière les pseudos commandements qu'il trouve dans la Torah ou dans le Coran. L'entrée de partis religieux dans le nouveau gouvernement israélien représente un danger considérable pour l'équilibre de la région.

On parle beaucoup de l'intégrisme juif ou musulman mais on oublie souvent l'intégrisme chrétien qui devient de plus en plus menaçant. Aux Etats-Unis, certains mouvements évangéliques prônent la guerre sainte et font une lecture littérale de la Bible (les créationnistes) qui contredit complètement les réalités de la science. Côté catholique, ce n'est pas plus reluisant. Le pape Benoît XVI a excommunié un médecin qui a procédé à l'avortement d'une Brésilienne de 9 ans violée par son beau-père. De plus, il a dénoncé l'usage du préservatif lors d'une tournée dans des pays ravagés par le sida. A tel point que la Jeunesse socialiste suisse «invite tout le monde à sortir de cette association meurtrière qu'est devenue l'Eglise catholique».

Il y a longtemps que les intégristes religieux ont oublié le fondement des religions monothéistes: l'amour du prochain. Il est temps que les vrais croyants juifs, musulmans ou chrétiens se fassent entendre et rappellent que la religion n'est pas synonyme d'obscurantisme.

Mousse Boulanger, Rémy Cosandey,
Edith Samba



Homo oeconomicus

Entre l'indécence et l'obscénité

Une vendeuse ou une coiffeuse gagne à peu près 40'000 francs par année. Un ouvrier qualifié peut recevoir entre 50 et 80'000 francs. Un enseignant du niveau secondaire dépasse les 100'000 francs. Un conseiller fédéral touche un peu plus de 400'000 francs et le directeur d'une régie fédérale (PTT, CFF) peut espérer s'approcher du million.

Cette échelle défavorise de manière inacceptable les bas salaires. Mais, globalement, on peut considérer qu'elle tient compte des différents paramètres liés à l'exercice d'une profession (longueur

des études, responsabilités, charge de travail). Admettons donc que les plus hauts salaires soient vingt fois supérieurs aux plus bas, ce qui semble déjà assez généreux.

En revanche, qu'un banquier gagne des millions de francs par année et que le grand patron de Novartis empoche septante fois le salaire d'un conseiller fédéral et sept cents fois celui d'une vendeuse, il y a là un écart qui oscille entre l'indécence et l'obscénité.

C'est faire injure au bon sens d'appliquer ou de tolérer de pareils écarts. Rien ne justifie qu'un di-

rigeant, aussi compétent soit-il, gagne en quelques heures davantage que ses employés en un an. Il faut de toute urgence promulguer une loi qui interdise pareille situation. En période de récession, ceux qui ont perdu leur emploi et qui vivent dans la précarité n'admettent plus que des dirigeants reçoivent gratifications et bonus, alors qu'ils licencient dans le même temps. La paix sociale ne pourra être préservée qu'au prix d'une plus juste répartition des ressources du travail.

Rémy Cosandey

Ateliers Romands d'Education Créatrice (AREC)

regroupant les ateliers de Genève, Vaud, Neuchâtel, Jura, Fribourg

Ces ateliers reçoivent des enfants, des adolescents et des adultes ensemble, afin de leur donner la possibilité de peindre selon leurs désirs, sans thèmes imposés, sans esprit de compétition ni de recherche esthétique. Leurs priorités sont d'éviter les commentaires sur ce qui est manifesté et les comparaisons avec les artistes car *«l'art de peindre appartient aux artistes mais le jeu de peindre appartient à tous»*. Aucune analyse psychologique ou de caractère n'est effectuée sur les dossiers rangés et gardés, à l'abri des regards extérieurs.

Le matériel (gouache, pinceaux d'excellente qualité) est collectif mais l'action de peindre est individuelle, debout face aux murs où sont punaisées de grandes feuilles blanches.

Les participants peuvent s'adonner à leur expression sans crainte d'être jugés et sans compétition: ils ont le droit de se révéler tels qu'ils sont à travers le tracé qui leur appartient, car l'absence de jugement de valeur donne confiance et encourage l'au-

dace. Les participants font également l'expérience d'une relation harmonieuse avec les autres qui n'apparaissent plus comme des concurrents.

«L'art est beau quand la main, la tête et le cœur travaillent ensemble».

J. Ruskin, 1866

L'apprentissage rigoureux du maniement des outils et l'observance des règles du jeu permettent à tous de s'exprimer plus facilement. Ces exigences conduisent à l'autonomie, au plaisir, à la liberté.

Le rôle de la praticienne est primordial, car celle-ci transmet l'envie de bien faire et stimule le travail spontané et abondant; elle entraîne peu à peu la personne à se dépasser. Elle est toujours au service des participants et les accompagne dans toutes les phases de leur évolution.

Dans ces ateliers, tous et toutes ont l'occasion de se relier aux

sources de l'expression présentes en chaque être humain, quels que soient son âge et son appartenance. Ce retour aux sources est facteur d'équilibre et d'épanouissement; il vise à donner confiance en soi et à amplifier les forces créatrices par la pratique de la peinture dans des conditions particulières.

«Qui blâme la peinture blâme la nature»

Léonard de Vinci

Les Ateliers Romands d'Education Créatrice existent depuis longtemps, que ce soit en milieu scolaire, en institution ou en tant qu'ateliers privés. Ils sont tenus par des professionnels formés par Arno Stern, initiateur de l'Education Créatrice et directeur de l'IRSE, l'Institut de Recherches en Sémiologie de l'Expression à Paris (www.arnostern.com).

Maud Saini et
Nancy Tikou-Rollier,
praticiennes EC

Revenir en arrière, réformer ou supprimer

D'un côté, il y a Ueli Maurer, le nouveau chef du Département de la défense nationale, qui aspire à ce que l'armée suisse devienne dans quelques années la meilleure du monde. De l'autre côté, il y a le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) qui prône purement et simplement la suppression de l'armée. Entre ces deux extrêmes, il y a ceux qui veulent une autre armée, qui lui attribuent de nouvelles missions, qui souhaitent l'adapter aux vrais dangers de notre époque.

Un forum, est-il nécessaire de le rappeler, doit permettre à toutes les opinions de s'exprimer. C'est une nouvelle fois le cas dans ce numéro de *l'essor*, le thème «Le rôle de la défense nationale aujourd'hui» permettant à toutes les sensibilités d'être représentées. Partisans et adversaires de l'armée ont pu exprimer leurs convictions librement et en toute sincérité. Qu'on soit d'accord ou non avec eux, ils méritent d'être respectés. *L'essor*, quels que soient les convictions personnelles des membres de son comité rédactionnel, a toujours placé la tolérance en tête des valeurs qu'il défend.

Rémy Cosandey

Pour une meilleure répartition des richesses

De même qu'aucun urbaniste actuel n'imaginerait doter une cité nouvelle de murailles, à l'image des villes médiévales, de même il me paraît difficile de concevoir que le concept de «Réduit national» puisse conserver la moindre signification plausible. Bien que ne prenant ici la parole qu'en mon nom propre, je m'en explique.

Le «Réduit national» consistait, dans l'esprit de son fondateur, le général Guisan, à concentrer les moyens de défense de la Suisse dans un terrain difficile d'accès – et par conséquent plus facile à défendre – quitte à laisser l'agresseur librement disposer du reste du territoire, là où toutefois réside la majeure partie de la population. Deux idées stratégiques guidaient un tel choix: l'ennemi interviendrait avec des moyens militaires «conventionnels» – entendre par là une armée régulière, avec soldats, artillerie et blindés – et n'aurait qu'un but précis, celui de se rendre maître des importantes voies de communications que représentaient les cols alpins.

Je l'ai déjà dit. Un certain cynisme présidait une telle orientation: abandonner à l'envahisseur la population civile, par pure fierté patriotique de maintenir néanmoins une résistance, même localisée. Certains rétorqueront peut-être qu'une telle option tactique avait pour avantage de faire craindre à l'attaquant éventuel des pertes en hommes et matériels suffisamment

importantes pour le dissuader de faire preuve de toute velléité guerrière. Mais là n'est pas l'essentiel: de nouvelles formes de menaces sont apparues depuis. L'actualité, hélas, le montre trop souvent: ce n'est pas tant un conflit entre Etats qu'il y a lieu de craindre, mais des «hordes de pillards», poussés par la misère ou un fanatisme quelconque, agissant à la manière de guérilleros ou de maquisards – faut-il vous rappeler le 11 septembre 2001?

Ces nouvelles formes de menace traduisent un malaise: celui d'un Sud qui n'a cessé d'être spolié par un Nord arrogant. Un Nord qui, reconnaissant enfin un minimum de dignité humaine à tous, a cessé, certes, d'exploiter les populations autochtones pour en faire des esclaves et leur faire franchir les océans chaînes aux pieds, pour mieux puiser dans les ressources naturelles de leurs sols et sous-sols sans s'en acquitter d'un prix décent. Malaise aussi d'un Sud dont les cultures, croyances et religions ont été dénigrées, censurées, interdites. Malaise encore d'un Sud dont l'accès à la santé et au savoir reste trop souvent tributaire d'un exil. Volontaire ou non.

Faut-il, dès lors, intervenir sur place, dans le cadre des missions pacificatrices de l'ONU, et imposer aux populations locales la démocratie et la paix armes à la main? Poser la question est y répondre. Une telle attitude rejoint de plein

fouet l'injonction paradoxale du «sois spontané» chère à Bateson et à l'Ecole de Palo Alto. Ce ne sont pas quelques troupes dispersées aux points les plus chauds de la planète qui effraieront qui que ce soit. Les nouveaux borbiers afghan et irakien dans lesquels les Etats-Unis ont réussi à s'enliser en témoignent, comme en avait témoigné en son temps le borbier vietnamien.

L'heure n'est plus à la logique «pavlovienne» d'une réponse de la force par la force, de la violence par la violence, fût-elle légitimée au nom d'idéaux patriotiques. La première réponse sensée aux périls contemporains passe par une meilleure répartition des richesses entre les deux hémisphères de la planète (alors qu'aujourd'hui les céréales des premiers servent avant tout à nourrir le bétail d'engrais des seconds prioritairement à leur population), à une prévention des conflits – et des menaces d'ordre écologique. Sortir de cette logique militariste, en faisant entendre une voix de la non-violence et de la solidarité, ici comme ailleurs, ne représenterait pas une simple alternative au conflit armé, ou à la course effrénée à des armements sans cesse plus «efficaces» et coûteux; elle engage l'avenir de la race humaine et de son seul domicile possible, la Terre, vers un futur possible et non plus aléatoire. Elle revêt encore l'avantage de considérer cette question sous un angle global.

Jean Grin

Trois visions stratégiques de la sécurité à long terme

Vers une armée consolidée et modernisée

Quelle sécurité dans dix ans? Le monde sera caractérisé par des menaces de plus en plus difficiles à prévoir: du terrorisme multiforme aux pandémies nouvelles, en passant par la prolifération d'armes, les conflits ethniques, la cybercriminalité ou les catastrophes naturelles dans une planète urbanisée. De vrais virus, insaisissables et évoluant rapidement. Pour les contrer, il faudra une polyvalence nationale et des antidotes internationaux. La Suisse doit en tenir compte et développer des visions stratégiques. A titre d'exemples, en voici trois, qui impliquent l'ambition d'évoluer en consolidant et en modernisant.

1. Fixer une stratégie politique de sécurité et un cadre financier stable

J'ai proposé, par une initiative parlementaire¹, que le Conseil fédéral présente dorénavant des programmes d'armement sous forme de crédits-cadres couvrant une période de quatre ans. Avantage: proposer une réelle vision globale sur la politique d'armement.

Ces messages quadriennaux devront comporter une véritable dimension stratégique, avec la réactualisation du rapport sur la politique de sécurité présentant l'évolution des menaces et, le cas échéant, des missions. On obtiendrait ainsi, à chaque décision du Parlement sur la politique d'armement, une caution simultanée de la politique de sécurité au sens large.

En cette année 2009, un nouveau rapport de politique de sécurité est préci-

sément en phase d'élaboration. Je suis convaincu que cette nouvelle stratégie démontrera l'absolue nécessité de renforcer à long terme notre couverture aérienne. Par ailleurs, elle devrait permettre, à mon avis, de sortir des blocages entre réformistes et conservateurs. Pourquoi ne pas augmenter la sécurité en additionnant (plutôt qu'en opposant) l'autonomie suisse là où on le peut et les partenariats là où on le veut? Un exemple concret: ma proposition de créer un nouveau concept concernant les moyens de transport en vue de soutenir les engagements civils et militaires à l'étranger, à titre humanitaire et en faveur de la paix².

2. Moderniser la milice

Deuxième vision d'avenir: confirmer les valeurs de la milice et de l'obligation de servir tout en les adaptant aux réalités. En renforçant l'importance des militaires en service long, qui accomplissent leur service militaire en une seule fois en 300 jours, pour faire ensuite partie de la réserve pendant dix ans³.

Je propose de doubler la proportion de ces militaires et de l'amener ainsi à un taux maximal de 30 pour cent, ce qui correspond à 6000 soldats. Tout en demeurant fidèle au principe de milice, l'armée suisse sera mieux à même de répondre aux menaces. Par exemple, on augmenterait fortement la disponibilité immédiate dans le cadre de l'aide en cas de catastrophe. De plus, l'armée s'adaptera plus efficacement aux impératifs de l'économie et de la société.

3. Clarifier et développer la politique de promotion de la paix

Troisième vision: une stratégie pour les engagements dans la promotion de la paix à l'étranger, résultat d'une analyse mêlant les intérêts des politiques étrangère et de sécurité, ainsi que des politiques économique, énergétique et des migrations.

Les actions devront être intensifiées et permettre ainsi une réaction forte, rapide et compétente. De plus, la Suisse doit inscrire son engagement en tant que partie intégrante de la défense au sens large et non comme une concurrence aux missions strictes de défense du territoire. L'engagement à l'étranger est dans l'intérêt de la Suisse.

Les engagements à l'étranger devront aussi être facilités par les processus de décision politique. Par exemple en augmentant la marge de manœuvre du Conseil fédéral pour pouvoir réagir vite ou étendre un engagement en cours⁴. Il s'agira encore d'accroître les incitations pour les jeunes Suisses à s'engager dans ce domaine. Autre point fort: l'adaptabilité en fonction de l'évolution de la situation internationale. Qui peut prédire actuellement ce que sera le théâtre d'opérations en 2015?

Enfin, une voie concrète s'ouvre à la Suisse: un accord-cadre avec l'UE sur la politique européenne de sécurité et de défense. La Suisse resterait libre de s'engager selon les actions, mais s'inscrirait dans une logique de sécurité sectorielle continentale⁵.

Conclusion

Dans dix ans, la Suisse et son armée pourront avoir confiance en leur pouvoir dans la mesure où elles auront su consolider et moderniser leurs utiles spécificités et leur nécessaire ouverture.

Didier Burkhalter

«... Chef de parti et conseiller fédéral, ce sont deux rôles différents. Ueli Maurer parvient très bien à faire la part des choses car il est intelligent. D'ailleurs, j'avais assez peu de doutes à ce sujet au moment de son élection. Mais pour l'instant, je dirais que si sa fonction a changé, l'homme reste le même. On le sous-estime souvent alors qu'il a un grand feeling politique. Et surtout, une autorité sur son parti qui peut débloquent certains dossiers et faire évoluer les fronts».

Didier Burkhalter, *L'Impartial*, 4 avril 2009

¹ Initiative parlementaire 05.436 (D. Burkhalter): nouvelle procédure pour les programmes d'armement

² Motion 07.3597 (D. Burkhalter): pool de transport en faveur des engagements civils et militaires à l'étranger

³ Initiative parlementaire 06.405 (Groupe radical-libéral): doublement de la proportion de militaires en service long

⁴ Motion 05.3019 (Groupe radical-libéral): engagements de l'armée à l'étranger dans des actions de promotion de la paix. Accroître la marge de manœuvre du Conseil fédéral

⁵ Interpellation 06.3259 (Groupe radical-libéral): politique européenne de sécurité et de défense. Quel intérêt actuel et quelle perspective d'avenir pour la Suisse?

Les convictions du GSsA

Forum: «Le rôle de la défense nationale aujourd'hui». En ces temps de grave crise existentielle et de profonde mise en question de nos choix de société, c'est le moment de disséquer cette phrase et de passer en revue ses constituants pour voir ce qu'il y a au bout de la théologie pensée-unique déterminant la défense nationale.

Le

- article défini renforçant le nom
- objet premier
- signe de l'importance que l'on y donne
- valeur d'identification

Rôle

- défense contre l'envahisseur
- défense de valeurs dominantes, à imposer car supposées supérieures
- défense des richesses des privilégiés et de leur domination économique sur la planète
- dissuasion en montrant une force supérieure
- rapport de force pour faire peur et prévenir les actes de violence
- suivre l'escalade de l'armement pour être au même niveau que les pays voisins
- lutter contre l'insurrection, la sédition, la révolte, la contestation populaire, l'anarchie
- prévention contre les dangers de la vie
- protection contre tout ce qui peut menacer notre existence
- protection des moyens industriels et de subsistance
- satisfaire les besoins de sécurité
- combler les besoins identitaires

de la

- article défini renforçant la défense
- objet premier
- importance donnée aux valeurs subjectives
- valeur d'identification

Défense

- l'armée et ses moyens militaires
- l'affirmation du pouvoir de vie ou de mort sur les autres
- la protection civile et l'exacerbation de l'importance que prennent les petits chefs locaux
- le sport qui caractérise la nécessité d'imposer la discipline sur autrui et de le préparer à l'obéissance

Nationale

- repli dans les frontières réputées sûres
- rassemblement identitaire contre ceux de l'extérieur qui veulent accaparer les terres nationales
- le droit des gentils nationaux d'être forts et de se défendre
- lieu pour souder volontairement les liens entre les gens habitant un même territoire
- l'aire de formatage des individus à un comportement conforme, commun et maîtrisé

Aujourd'hui

- état de déliquescence du monde actuel
- dangers: pollutions industrielles, immigration sauvage, atteintes aux moyens d'existence, réchauffement et changement climatique, pénurie des

matières premières, injustice mondiale

- menaces: violences vulgaires, colères populaires, failles individuelles, jalousie, effondrement psychologique des individus, viol de la sphère privée, pauvreté, injustice sociale et économique
- terreur: forcer la main, régner par la peur, soumettre l'autre à son pouvoir
- insécurité: incivilités, contestations et remises en question, défis contre l'autorité, le chaos
- agressivité: la méchanceté des autres, la domination des brutes et des sauvages, les énervements
- peurs: angoisses existentielles, sentiments de faiblesse et d'infériorité, émotions débordantes et incontrôlées, inquiétudes du futur, perte des repères normalisés, la peur de l'autre.

Cette liste, décomposée à la manière de Prévert, nous fait comprendre que l'idée de fond de la «défense nationale» est basée sur une tendance à percevoir le monde de manière dichotomique, binaire et volontaire. Qui prétend parce qu'on aurait si peur de la méchanceté qu'on croit voir chez l'autre, on aurait le droit de se défendre par les armes et tuer ces supposés méchants violents qui cherchent à pénétrer notre sphère privée et à contester nos certitudes. L'analyse des raisons qui motivent la défense nationale montre que ces motivations ne sont pas basées sur des raisonnements rationnels mais qu'elles sont de nature psychologique: c'est l'angoisse qui impose cette marche régaliennne et militariste, c'est la peur qui nous fait traiter l'autre de méchant, ce sont nos projections mentales qui nous font voir chez autrui les prémisses d'une agressivité destructrice, ce sont nos paranoïas qui nous font voir des ennemis partout. Tout le raisonnement pour justifier la défense nationale est basé sur des notions psychologiques qui sont refoulées dans le plus profond de nos inconscients irrationnels dont nous ne voulons rien savoir. L'ironie étant que l'idéologie censée encenser l'armée fait appel à nos pires instincts, à des motivations autodestructives enfouies dans les marasmes de nos inconscients pathologiques.

Jusqu'à maintenant, la philosophie de la défense consistait à vouloir une paix relative en préparant la guerre, soit en s'armant contre des tendances perçues comme dangereuses et anéantissantes et en aiguisant son potentiel de donner la mort. A présent, il faut retourner la proposition en insistant sur le fait que si on veut la paix, il faut la préparer en s'adonnant à la construction de rapports humains basés sur l'entente, le respect, la compréhension, la médiation, la résolution pacifique des conflits et la mise sur pied d'une société où chaque personne y participe de son plein gré en construisant sa vie particulière en relation holistique avec les autres. On peut certes continuer à croire que parce que la guerre a toujours existé, il faut la perpétuer mais après plus de 6'000 ans de ces guerres quasi constantes, où la capacité de destruction a été multipliée par un facteur de 100'000 depuis la massue des hommes des cavernes jusqu'aux bombes de destruction massives fruits de notre haute technologie, il est temps de nos jours de chercher d'autres moyens pour pouvoir tous vivre ensemble sur cette planète surchauffée si nous ne voulons pas que nous disparaissions à jamais!

Georges Tafelmacher

Stratégie: la Suisse n'est ni une île, ni une forteresse

Les années 1970 ont été caractérisées par la détente nucléaire ainsi que les crises sociales, institutionnelles et économiques. La décennie 1980 a été marquée par le réarmement et l'implosion des deux blocs. Les années 1990 ont été celles du Nouvel Ordre mondial militaro-humanitaire, de la globalisation économique, comme la crise des Etats-nations et de la souveraineté. Quant à celle qui se clôt actuellement, peut-on parler d'une période de réaction au terrorisme et à la néo-féodalisation?

Les doctrines stratégiques en vigueur au sein des grandes puissances datent toutes du début des années 2000. Celle des Etats-Unis mise sur la supériorité technique pour maintenir une avance décisive en matière de renseignement, de concentration des forces, de souplesse, de puissance et de protection des forces. L'OTAN vise à assurer la stabilité et la gestion des crises à travers son extension géographique à l'Est. L'Union européenne, depuis le milieu des années 1990, se profile dans le cadre des missions dites de Petersberg (protection de ressortissants, prévention, maintien de la Paix, stabilisation, reconstruction). Quant à la Russie, depuis les élections de 2000, elle renforce sa puissance militaire et a créé une nouvelle alliance de défense, dite de Shanghai.

Entre 1997 et 2007, le budget de la défense américain a doublé, pour dépasser 50% des dépenses mondiales en matière d'armement et d'opérations militaires. Dans les trois dernières années seulement, les budgets militaires russe et chinois ont connu un accroissement de plus de 30% et cette tendance va en s'accroissant. En Europe, la situation est contrastée: les grands pays (France, Grande-Bretagne et Allemagne) dépensent plus de 2% de leur PIB pour la défense; les petits pays, dont la Suisse, environ 1%. Après la chute de 15% des budgets militaires que nous avons connue il y a 10 ans, les dépenses sont désormais stables, voire en faible accroissement.

Les réflexions stratégiques des années 1990 –Nouvel Ordre mondial, chute du Mur de Berlin ou «dividendes de la Paix» – sont désormais obsolètes. La réduction et la professionnalisation des forces armées, décidées à une époque de ralentissement économique, se sont révélées inadéquates en période de reprise. Peine à recruter les «volontaires» et professionnels nécessaires, faible disponibilité logistique et manque de renouvellement des matériels, goulots d'étranglement technologiques dans le domaine de la numérisation du champ de bataille ou de la précision des frappes, engagement de forces militaires à contre-emploi dans des missions autres que la guerre sont autant de frustrations et de signes d'une crise de la réflexion stratégique.

Mais tout ceci pâlit face à un triste constat. Le nombre des conflits armés à travers le monde reste relativement stable, autour de 55. Mais il est terrible de constater que malgré la quantité des efforts déployés pour le

maintien de la Paix et la reconstruction, plus d'un tiers des conflits actuels ont débuté il y a plus de 30 ans. Cette réalité démontre la complexité croissante des conflits et des crises, qui nécessitent l'intervention de nombreux pays, d'ensembles de forces militaires et paramilitaires (gendarmerie, police), d'organisations internationales (ONU), nationales et non gouvernementales (ONG).

Et la Suisse? Le 26 novembre 1989, quelques mois après la chute du Mur, plus d'un tiers des citoyens votaient pour la suppression de l'armée. Deux réformes plus tard (1995, 2002), l'armée de milice a été réduite de deux tiers et son budget d'un tiers. Il est temps, aujourd'hui, de renouveler un Rapport sur la Politique de sécurité surannée, de préciser les tâches et les moyens. La professionnalisation, qui visait à élever le nombre de militaires de carrière et à créer des formations permanentes, s'est heurtée aux réalités économiques et aux résistances de l'opinion. L'adhésion de la Suisse à l'ONU puis au Partenariat pour la Paix, enfin à des opérations de maintien de la Paix, démontrent la volonté, la capacité et le bien-fondé de la «sécurité par la coopération.»

Malgré la multiplication des engagements subsidiaires, jamais autant de militaires n'ont été engagés pour répondre aux besoins des autorités et de la population – à l'instar de Genève, canton qui a fait ces dernières années le plus de demandes pour l'appui de l'armée! Le système fédéral, ainsi que l'absence d'une gendarmerie ou de forces de police supra cantonales, font de l'armée la seule réserve stratégique de la Suisse en cas de coup dur: bons offices, conférences, catastrophes naturelles ou techniques, démonstration de la résolution du pays en matière de politique internationale, d'indépendance et de neutralité.

En conclusion, l'intégration économique, culturelle et politique avec nos voisins européens, pour des raisons historiques et économiques, ne peuvent pas être ignorées. Les défis et les menaces pesant sur ceux-ci nous touchent également. La consolidation et l'interdépendance des forces armées européennes, tout comme le développement technologique et industriel, nous encouragent vers la coopération. Pourtant, il n'est pas raisonnable de reprendre servilement les recettes de nos voisins. Petit pays neutre, nous sommes contraints de mener nos propres réflexions, faire nos propres choix et assumer nos responsabilités – en matière de paix, de sécurité, d'aide et d'assistance, en temps de crise et en temps de paix également.

Il faut rappeler aux idéalistes qu'il n'y a pas de havre de paix «naturel» sans qu'on se donne les moyens de le protéger. Et il faut faire prendre conscience aux réalistes que la Suisse n'a ni la vocation de l'isolement, ni celle du repli sur soi; une défense militaire autonome n'est pas possible sur un modèle conventionnel. La Suisse n'est ni une île, ni une forteresse.

Alexandre Vautravers

Armée suisse, «quand tu nous tiens, on peut bien dire adieu prudence!»

Avant de remplir notre bulletin de vote, réfléchissons quelques instants sur ce qui s'est passé dans le monde depuis le début du XX^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

D'abord et surtout, une surpopulation effrayante qui va étouffer le genre humain si l'on n'y met pas bon ordre. Parmi tous les malheurs qui s'y sont ajoutés, plusieurs ont des relations de cause à effet manifestes avec elle.

Ensuite, une guerre mondiale numéro 1 (1914-18, 8 millions de morts, militaires pour la plupart). Puis nous avons assisté à la montée des totalitarismes (Hitler, Lénine, Staline, Empire nippon) des systèmes dans lesquels la société toute puissante maltraite les individus. S'en est suivi la Seconde Guerre mondiale (1939-45, 65 millions de morts, civils pour la plupart). L'étape suivante, par réaction au totalitarisme, est caractérisée par l'individualisme et son corollaire le néo-libéralisme. La liberté individuelle et ses droits éclipsent ses devoirs et ses responsabilités vis-à-vis d'autrui, et donc de la société! Bilan: la richesse du monde est accaparée par une toute petite partie de la population (les privilégiés dont

nous sommes) et pour les victimes du système, la généralisation de la misère, de la pauvreté, de la faim et de la soif.

Et puis, coup de tonnerre dans le ciel bleu, voici le 11 septembre 2001, signal précurseur de l'effondrement, sept ans plus tard, de l'économie spéculative et vicieuse. Ce désastre secoue les fondements mêmes des démocraties – «le plus mauvais des systèmes à l'exclusion de tous les autres», pour reprendre l'expression de W. Churchill concernant le capitalisme.

L'énergie atomique. On l'utilise pour faire marcher les usines et chez les nantis pour leur confort (pensez à toutes ces nanas à demi nues qui vivent dans des appartements climatisés à 24 degrés de température à toutes les saisons!). Et pourtant, nous sommes encore totalement incapables de maîtriser les nuisances de ce type d'énergie!

Les hydrocarbures. La chimie en a un besoin constant pour fabriquer toute sorte de choses très utiles dans la vie courante. Or, nous les brûlons joyeusement en bouleversant l'équilibre écologique de la terre: des avions à gogo, 3500 ca-

mions empruntant l'autoroute du Gothard tous les jours ouvrables; papa et maman habitant une belle villa à l'orée d'une forêt du Gros-de-Vaud: papa doit donc avoir un bon salaire; il travaille à Genève et s'y rend en voiture; maman utilise la seconde voiture de la famille pour conduire les enfants à l'école et à leurs leçons de musique; j'en passe et des meilleures.

Nous gaspillons l'eau potable quand bien même elle fait défaut à des millions de personnes. En Suisse, nous dépensons pour la santé davantage qu'un milliard de francs par millions d'habitants et c'est encore trop peu...

Maintenant, je m'adresse à la majorité probable de la votation à venir (rédaction: l'achat de nouveaux avions de combat): «Dans ces circonstances, vous voudriez que je donne mon blanc-seing à une dépense d'autant de milliards que j'ai de doigts à une main pour une armée qui n'est plus actuellement qu'une carte de visite pour nos voisins immédiats, alors que le reste du monde en rit et/ou s'en fout complètement». Et bien, non, je ne ferai pas cela.

Henri Jaccottet

Costa Rica, Japon, des exemples à suivre

Le Costa Rica est un pays sans armée. J'ai voulu connaître sa Constitution et j'ai écrit à un collègue là-bas. Une heure plus tard – cela est possible avec l'aide de l'espéranto et d'Internet – j'avais dans mon ordinateur l'article 12 de la Constitution du Costa Rica qui renonce à la mise sur pied d'une armée. Plusieurs petits pays ont renoncé à la mise sur pied d'une armée. Une quarantaine environ.

La Constitution japonaise, dans son chapitre 2, se présente ainsi (article 9):

1. Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la

menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.

2. Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'Etat ne sera pas reconnu.

La situation actuelle est ambiguë car le Japon dispose d'un corps d'auto-défense qui ressemble comme deux gouttes d'eau à une armée. Bien des Japonais s'en inquiètent. En 2009, le Parlement japonais se situe à droite. Quelques membres de ce Parlement ont l'intention de supprimer l'article 9. Pour cette raison, de nombreuses sociétés de l'article 9 ont été fondées. Il existe un fort mou-

vement pacifiste au Japon. Mais un soutien international est nécessaire, les pacifistes japonais l'appellent de leurs vœux.

Pour cette raison, je suis en train de mettre sur pied une association avec des Suisses et des Japonais pour servir de base à une grande action au niveau mondial et pas seulement dans le monde de l'espéranto. Vu l'état de la planète, économique et climatique, on pourra signer sur un site Internet en sept étapes qui incluent les aspects environnementaux. En effet, à quoi sert la paix dans le monde si le climat se détériore et rend la vie sur terre impossible?

Mireille Grosjean, Kyoto, Japon
Mirejo.blogspot.com

Une non-défense nationale

Défense nationale et armée semblent indissociables. Pourtant, si l'on veut aller vers un monde de paix, il est indispensable de mettre ce tabou en question. Est-il raisonnable d'admettre que la paix, une vraie paix et pas seulement un état de non-belligérance, puisse résulter d'une militarisation toujours accrue? Est-il concevable que des Etats qui s'épuisent à produire des armements toujours plus sophistiqués, destructeurs et coûteux, servis par des armées de plus en plus professionnelles, puissent, ne serait-ce que concevoir un monde en paix?

Il n'est pas inutile de rappeler ici que Gandhi a pu débarrasser l'Inde de la domination anglaise sans recourir à des armes et des soldats. Gandhi ne portait pas d'uniforme et n'était pas nanti d'un pouvoir institutionnalisé. Cet exemple montre que la défense d'un pays peut aussi se concevoir sans armée. Mais cela implique un changement de paradigme, un refus de se soumettre aux ordres, de porter un uniforme.

L'uniforme et les grades et décorations qui vont avec sont le propre d'une hiérarchie de pouvoir. La personne en uniforme est soumise à un code d'obéissance. Elle doit obéir inconditionnellement, sans chercher à comprendre. Cela est indispensable pour qu'une armée puisse fonctionner comme l'entendent ceux qui la dirigent. Si les soldats se mettaient à discuter les

ordres, à les mettre en question ou de les modifier avant de les exécuter, l'armée cesserait d'exister en tant que telle.

L'uniforme rend irresponsable. On obéit aux ordres. La personne qui tue en service commandé reçoit une décoration, celle qui tue dans la vie civile va en prison, L'uniforme supprime dans une certaine mesure la personnalité. Fred Hoyle, physicien, cosmologiste et écrivain marquant du XX^e siècle, raconte à ce sujet une anecdote illustrative (Fred Hoyle, Foreword (préambule) de «The Intelligent Universe», Michael Joseph, 1983): Son père était mitrailleur pendant la Première Guerre mondiale. Au cours de l'énorme attaque de Ludendorff du 21 mars 1918, son poste de mitrailleur a été renversé et laissé loin derrière les lignes allemandes, si bien qu'il s'est trouvé isolé en territoire ennemi. Sa pire crainte fut alors de se trouver confronté à un soldat allemand solitaire et qu'en l'absence de moyen de communiquer il en serait réduit à se battre à mort avec lui. Ce n'est que plus tard que Fred Hoyle a trouvé la solution au problème de son père : enlever son casque. Si le soldat allemand a la présence d'esprit de faire la même chose, l'un et l'autre se rendront compte que cachés par leur uniforme ils sont en fait de la même espèce, presque aussi semblables «que deux pois dans une même gousse». Depuis, Hoyle est resté convaincu que ce ne sont pas les bombes,

les fusils et les avions qui rendent les guerres possibles, mais les uniformes, les képis et les casques.

Par ailleurs, il y a le risque que le pouvoir envisage l'utilisation de l'armée à des fins de maintien de l'ordre, à la limite contre ses propres citoyens. Cela s'est déjà produit. C'est un mélange des genres inquiétant. D'utiliser une armée dans des zones habitées aboutit à des massacres comme ceux perpétrés récemment par Israël à Gaza. Et il n'y a pas que Gaza. D'autres conflits récents se sont déroulés en zone urbaine avec des armées utilisant des avions et des chars: Beirouth, Grozny, Abidjan (voir à ce sujet: «Comment les armées se préparent au combat urbain», Le Monde Diplomatique, mars 2009). En fait, la guerre entre Etats, si elle devait se produire, risque fort de se faire à l'aide de missiles. Et que fera alors une armée?

L'utilisation d'une armée pour lutter contre le terrorisme aboutit à des catastrophes humanitaires comme l'a montré l'administration Bush en embourbant les Etats-Unis en Irak et en Afghanistan moyennant des coûts astronomiques. Une armée ne peut pas se maintenir très longtemps dans un pays qui ne veut pas d'elle. Cela a été démontré, entre autres, au Vietnam. Mais la leçon n'a pas suffi.

Mais le pouvoir continue imperturbablement à maintenir une armée. On peut se demander pourquoi. A mon avis, essentiellement pour asseoir son autorité. Dans une certaine mesure, la police joue aussi ce rôle. Le pouvoir a besoin de moyens de contrainte.

Pourquoi ne pas renoncer à l'armée et jouer la carte de la paix?

Le problème est que les pouvoirs y seront toujours opposés et c'est donc eux qu'il faudrait abolir. Le pouvoir est un mauvais moyen pour gérer les sociétés humaines.

Pierre Lehmann

A propos d'Ueli Maurer

«... J'ai peu de choses à dire sur le conseiller fédéral Ueli Maurer car je l'ai très peu côtoyé. Lorsque la commission de sécurité s'est rendue en janvier dernier au WEF à Davos, il n'est pas venu. Ce qui est étrange alors que l'utilisation de l'armée à cette occasion suscite toujours des réticences. Pour sa première commission de sécurité, il est arrivé avec sa casquette de partisan en voulant essayer d'infléchir d'emblée tout le monde. C'était une attitude totalement inadéquate. Mais il a très vite fait profil bas et on a pu continuer nos travaux sur de meilleures bases. Cependant, j'ai l'impression qu'il endosse la tenue de conseiller fédéral, membre d'un gouvernement, sans trop y croire lui-même. Il joue au bon écolier».

Gisèle Ory, conseillère aux Etats, *L'Impartial*, 4 avril 2009

Une approche basée sur l'adaptation permanente

Parler aujourd'hui de défense nationale, c'est parler de défense des intérêts nationaux. La dimension strictement militaire territoriale est désuète et a laissé la place à une vision globale intégrant les évolutions et les changements politiques, économiques et sociaux des cinquante dernières années.

Depuis le XIII^e siècle, le concept de défense nationale suisse n'a cessé d'évoluer. D'alliances défensives cantonales aux origines, il s'est enrichi des soubresauts de l'histoire pour devenir centralisé au début du XIX^e siècle. En 1848, le but premier de la Constitution étant le maintien de l'indépendance envers l'étranger, la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, la défense nationale est devenue une tâche centrale de la Confédération. Reconnue comme Etat neutre au Congrès de Vienne en 1815, la Suisse s'est dès lors attelée à défendre son territoire national en marge des affrontements internationaux. Essentiellement militaire, cette conception s'est enrichie des expériences de l'entre-deux-guerres en y intégrant les dimensions économique et sociale. On parlait alors de «défense totale».

La période de guerre froide (1945-1989) fut caractérisée par l'évolution du concept de défense nationale vers une approche plus globale de sécurité nationale avec la participation de moyens civils: protection civile, protection de l'Etat et approvisionnement économique, mais l'idée centrale restait néanmoins la défense territoriale du pays. Ce n'est que tardivement (fin du XX^e siècle) que la Suisse a pris conscience de l'évolution de cette vision traditionnelle vers une conception basée sur les notions de stabilité et de coopération internationales où la défense des intérêts nationaux a supplanté la stricte défense nationale, y compris dans le domaine de la sécurité.

En matière de sécurité, la distinction entre politique intérieure et extérieure n'a plus lieu d'être. Les rôles si clairement identifiables encore au temps de la Guerre froide sont

désormais plus flous. Où situer la frontière entre l'une et l'autre par exemple en matière de terrorisme, de flux migratoires, de cyberspace ou d'approvisionnement énergétique. La notion strictement territoriale est vide de sens, c'est pourquoi l'approche doit être globale, interdisciplinaire, holistique. L'armée est un des instruments de ce qu'on appelle la politique de sécurité et ses missions s'inscrivent dans un cadre général où plusieurs acteurs interagissent.

L'objet de la guerre, c'est la paix.

Aristote

Cette évolution se traduit dans les faits par une adaptation constante de ses instruments de sécurité. D'un point de vue militaire, l'urbanisation croissante, la diversité des menaces et les changements incessants de situation dans le temps obligent l'armée et plus particulièrement l'infanterie à s'adapter sans cesse à son environnement. Aujourd'hui, l'infanterie, ses soldats, ses cadres doivent être capable de tout faire et dans toutes les situations. L'infanterie doit maîtriser aussi bien les actions de basse que de haute intensité. Et dans cette optique, elle doit être modulaire, proportionnelle, polyvalente et surtout maintenir son savoir-faire pour le combat contre un adversaire conventionnel.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le soldat et les cadres doivent développer une véritable culture militaire non seulement basée sur une capacité d'action, le savoir-faire, mais surtout sur une capacité d'être et de penser, le savoir-être. Le savoir-être, c'est l'apprentissage du courage, de la volonté d'aboutir, voire de l'abnégation, du sens du bien commun, du respect de la mission, de la responsabilité individuelle et donc du respect: respect du camarade, du supérieur, du subordonné, du vis-à-vis. Le savoir-être, c'est donc non seulement le respect de règles d'enga-

gement, mais aussi l'apprentissage de comportements et d'aptitudes qui permettent à un soldat de remplir des missions toujours plus délicates et de faire face, en toutes circonstances, aux réalités des engagements.

Finalement, ce savoir-être permet de gagner les cœurs et les esprits. Les soldats suscitent naturellement l'hostilité des populations locales et, à la moindre occasion, au moindre écart de comportement, ils peuvent devenir les cibles de tous les fauteurs de troubles. Or, pour mener à bien leur mission de paix, ils ont besoin d'établir des relations de confiance avec tous ceux qui les entourent et surtout ils doivent respecter la culture et certaines règles propres au milieu local, à un quartier parfois. Il est donc nécessaire que nos soldats puissent, en toutes circonstances, adopter la bonne ligne de conduite et conserver la maîtrise des situations, aussi tendues soient-elles, pour avoir les meilleures chances de succès. Ceci vaut en particulier pour les cadres au front dont le rôle est capital à la fois vis-à-vis de leurs hommes et vis-à-vis des populations qui les entourent. Il n'est pas facile de garder son calme face aux injures, aux gestes déplacés, aux mille et une provocations faites pour alimenter une caméra toujours prête à diffuser une réaction démesurée qui viendra discréditer l'action!

La crédibilité de notre armée, de l'infanterie, du soldat dans leur contribution à la défense des intérêts nationaux passe par une approche basée sur l'adaptation permanente à l'environnement et aux menaces et par le maintien d'une culture militaire solide dont les fondations reposent sur le savoir-être des soldats et des cadres.

Brigadier Michel Chabloz
et capitaine Pierre Aubry

Vous avez dit défense nationale?

La défense nationale n'est pas une expression obsolète même si sa compréhension est variable en raison des contextes historiques et de ses enjeux nouveaux. L'idée de se défendre n'a ainsi rien d'extraordinaire. Au contraire, c'est bien une des preuves naturelles de l'existence d'une nation avec son histoire, sa territorialité, ses cultures, ses autres singularités et son destin dans le concert de nations. La défense nationale, qui n'a pas forcément partie liée avec le nationalisme, pourrait être un signe objectif de diversité dont le monde a besoin. Bien entendu, l'idée même de défense nationale (notamment armée) n'a pas pour vocation première de faire la guerre contrairement à ce que l'on peut imaginer. Ainsi, une opposition primaire à l'idée de défense nationale serait simplement, à mon avis, un véritable leurre.

Loin de moi la farouche volonté de plaider pour la défense nationale ou l'armée nationale, termes interchangeables dans cette réflexion. Plutôt, il s'agit de répondre aux questions suivantes: contre qui se défendre dans cet univers de plus en plus mondialisé? Comment et jusqu'où la notion de défense nationale est-elle pertinente aujourd'hui?

Je me permets une parenthèse, en sortant du cadre de l'Europe actuelle, pour soulever cette tendance qui me paraît révoltante: la défense nationale joue un rôle spécifique (cynique) dans de nombreux pays du Sud du globe. Les armées nationales, à défaut de succomber aux assauts des mouvements rebelles, les subissent assez souvent. Au lieu d'être au service de la nation, elles sont réduites à être au service de celui qui tient le sceptre et qui, arbitrairement, incarne l'ensemble de la nation. Le mobutisme au Congo (ex-Zaïre), les pouvoirs pseudo-démocratiques concentrés en Afrique centrale notamment et bien d'autres dictatures préexistantes, explicitent nerveusement cette dérive de la défense nationale à la Louis XIV ou à la Napoléon Bona-

parte. L'armée nationale terrorise les jeunes affamés, les réduits au silence, les élimine simplement. Ainsi, avec le soutien des «violeurs planétaires professionnels»¹, les armées de certains pays parviennent à retourner les fusils contre ceux qui, ironie du sort, paient les impôts et contribuent malgré eux à l'achat de ces armes.

Le fruit de la justice se sème dans la paix par ceux qui pratiquent la paix.

Saint Jacques, III, 18

Par contre, la mondialisation actuelle, avec son développement intérieur et le rythme de sa progression dans l'espace, atténue sensiblement l'idée de se défendre militairement. La frénésie de l'adhésion à l'Union européenne et à l'espace Schengen réduit presque à zéro toute sorte de menace à l'intérieur du vieux continent. Aujourd'hui, le risque que les fantômes du fascisme s'accaparent du pouvoir est extrêmement faible, même si quelques mouvements nazis continueront d'errer et d'exister comme de tristes avatars d'une liberté d'expression inhérente à la démocratie. Le fascisme n'a pas d'avenir. A la vérité, à quelques exceptions près, nul besoin de défense nationale (armée) pour canaliser ces mouvements.

Aussi, même si la menace militaire nord-coréenne reste plus ou moins d'actualité, la guerre froide qui a divisé le monde en deux grands blocs, Est et Ouest, s'est sérieusement amenuisée. C'est dans le rapport avec une extériorité lointaine et plus complexe que la défense pourrait avoir du sens. La guerre en Afghanistan contre les Talibans semble géographiquement tenable. Dans le monde occidental, l'idée selon laquelle un certain monde musulman, notamment via l'islamisme et ses éventuelles ramifications, serait ennemi des libertés est avérée. Après des décennies, la menace militaire semble s'être externalisée et davantage se localiser (cas de la

Somalie). On peut cependant relativiser les distances étant donné qu'au gré des mouvements migratoires irréversibles, les peuples se mélangent sensiblement; et ce qui paraît lointain est furieusement proche.

A mon avis, au-delà de l'idée de regroupement des nations – qui nécessite aussi bien entendu une armée regroupée à l'image de l'OTAN – un pays sans défense nationale relève du monde orphique. On peut revoir les questions de dépense, de gestion, de priorité, etc., mais le principe d'une armée nationale ne saurait disparaître comme une peau de chagrin.

*De leurs épées, ils forgeront des socs.
Et de leurs lances des serpes.
Une nation ne tirera plus l'épée contre une autre,
Et l'on ne s'entraînera plus à la guerre.*

Isaïe II, 4

Par contre, toute défense serait un échec si elle se prive du dialogue et s'enlise dans une obsédante «volonté de puissance» (Nietzsche) ou «l'art de vaincre sans avoir raison». La nature des conflits a évolué et on a bien compris que le pouvoir se trouve ailleurs, non pas dans la force brute des muscles et des armes, mais dans la qualité des idées, leur capacité de persuasion, leur intelligibilité, leur sens, etc.

La vraie défense, au-delà de l'illusion onirique ci-haut évoquée, serait de donner plus de consistance à ce que nous appelons liberté universelle qui ne se réduit pas au droit-de-l'homme occidental. Le double langage dominant qui prêche à la fois la démocratie et la terreur, le respect et le mépris doit radicalement se transformer en un langage authentiquement porteur de paix. Seule la vérité est en mesure de protéger les nations contre leurs propres turpitudes.

¹ Expression de l'essayiste congolais Bolya, *Afrique, le maillon faible*, Paris, Le serpent à Plumes, 2002, p. 91.

² Cf. Cheick Hamidou Kane, *L'aventure ambiguë*, Paris, Julliard, 1961.

Un projet de politique de sécurité moderne

C'est avec intérêt que je me suis aventurée dans le labyrinthe de l'armée pour essayer de définir quelques termes importants. J'ai ainsi appris que le Département militaire fédéral est devenu «Département de la défense, de la protection de la population et des sports» (DDPS).

J'ai ensuite découvert, avec satisfaction, que les organes politiques (Conseil fédéral et Parlement) ont leur mot à dire au sujet des missions de l'armée (Constitution fédérale, 18.04.99). Je cite quelques-unes de ces missions (liste non exhaustive), définies par le DDPS, dans l'ordre chronologique: prévention de la guerre, défense de notre pays et de notre population (1990), sauvegarde des conditions d'existence, des institutions suisses, des libertés et des droits des citoyennes et des citoyens (1993). Dans les Plans directeurs de 1995, 1999 et 2001, ainsi que dans le Rapport sur la politique de sécurité de la Suisse 2000 (1999), de nombreuses précisions sont apportées concernant les termes «Défense/Armée» et «sûreté sectorielle et défense». En ce qui concerne la défense contre de nouvelles attaques: «... Nos soldats doivent aussi apporter leur appui à la police contre le chaos pouvant surgir au World Economic Forum, en cas de catastrophes naturelles et lors d'attaques terroristes...» (Déclaration de Fulvio Pelli, PRD, TI, débat spécial consacré à l'armée, Conseil national, 1.10.08).

En relisant ces textes et ces lois sur le rôle de l'armée (sur le site du DDPS «Défense nationale» et devenu «Défense/Armée»), il m'est apparu que beaucoup de choses avaient changé: l'union sacrée autour de l'armée lors de la Seconde Guerre Mondiale a renforcé la conviction qu'une majorité de citoyens pouvaient s'identifier à l'armée. Certains événements ont ébranlé ces certitudes: l'initiative du GSsA en 1989 où un tiers des Suisses exprimaient leur désaccord en votation populaire par rap-

port au rôle de l'armée; un contexte d'insécurité sociale, économique et environnementale ont rendu très complexe le concept de défense. Un débat récent sur Arte examinait de façon intéressante comment, en Occident, après le 11 septembre 2001 et depuis la crise financière, les citoyens ressentaient la peur et l'insécurité. Qui peut (ou doit) nous défendre et contre quels dangers? On a parlé dans ce débat du rôle de l'information: à toute heure du jour et de la nuit, chacun est informé sur l'état du monde; les conflits internationaux et de proximité, incluant les faits divers tragiques ou «intéressant les sociologues» sont relatés avec la régularité du métromètre! Quelle protection avons-nous? Le débat actuel sur le passeport biométrique montre bien que la protection de la sphère privée est fondamentale pour les citoyens. Dès lors, comment réguler la question des caméras de surveillance (souhaitées par l'Etat?), des puces électroniques de tout genre qui renseignent quelqu'un (non clairement identifié) sur vos déplacements, vos «fréquentations», vos achats, vos réunions politiques...? La jeunesse ressent intensément ce malaise, même si cette même jeunesse applaudit des deux mains à chaque apparition d'une nouvelle technologie: le fait d'être observé, jugé, évalué et «enregistré» à tout instant sur nos lieux de vie nous met la tête à l'envers (sans être parano!)

«La paix universelle se réalisera un jour non parce que les hommes deviendront meilleurs (il n'est pas permis de l'espérer); mais parce qu'un nouvel ordre des choses, une science nouvelle, de nouvelles nécessités économiques leur imposeront l'état pacifique».

Anatole France

Le rapport sur la politique de sécurité 2009 aura, selon le DDPS, «une large assise et une grande transpa-

rence». Entre le 27 février et le 24 avril 2009, 46 organisations et personnalités de Suisse et de l'étranger seront consultées (auditions). J'attends les résultats de cette consultation avec impatience!

Voici quelques propos de nos conseillers nationaux lors du débat spécial consacré à l'armée (session d'automne du Conseil national, 1^{er} octobre 2008): «Un grand nombre d'entreprises internationales et nationales, des banques et des compagnies d'assurances choisissent de s'établir en Suisse parce qu'ici règnent la stabilité, la sécurité et la neutralité. L'armée contribue de manière déterminante à maintenir la sécurité» (Thomas Hurter, UDC, SH). «Le projet de politique de sécurité moderne, que nous demandons au Conseil fédéral d'élaborer, doit tenir compte des nouveaux risques et intégrer l'égalité entre les hommes et les femmes. La mise en place d'un service volontaire, civil ou militaire, pour toutes et tous remplirait ces deux objectifs...» (Maria Roth-Bernasconi, PS, GE). «La bourgeoisie politique de ce pays n'a jamais été aussi divisée qu'aujourd'hui au sujet de l'armée. La chose la plus intelligente à faire dans cette situation de crise, c'est un arrêt de marche militaire, une pause de réflexion civile, un moratoire financier» (Jo Lang, Les Verts, ZG).

J'aimerais encore citer l'article 2 de la Constitution: «La Confédération a pour but d'assurer l'indépendance de la patrie contre l'étranger, de maintenir la tranquillité et l'ordre à l'intérieur, de protéger la liberté et les droits des confédérés et d'accroître leur prospérité commune».

Quant à moi, je me pose la même question que Mathieu Menghini, directeur de Forum-Meyrin: «La dignité de l'être tient-elle à son in-tranquillité?».

Claudette Bovet

Prévenir reste la meilleure défense

Août 1916, Jules Humbert-Droz, jeune pasteur, journaliste, est renvoyé devant le tribunal militaire de Neuchâtel pour refus de servir. Celui qui deviendra, parmi ses multiples engagements militants, secrétaire de l'Internationale communiste, puis conseiller national, puis secrétaire du parti socialiste suisse, y développe alors une plaidoirie dont bien des aspects demeurent aujourd'hui d'actualité. En pleine Première Guerre mondiale avec, en toile de fond, la tragédie qui s'étend de jour en jour, il se dit d'accord de défendre les biens supérieurs de l'humanité, *«mais il faut les défendre par des moyens qui répondent au but qu'on se propose. La guerre contemporaine vient nous dire une fois de plus que le système militariste n'est pas le moyen à employer, qu'il va juste à l'encontre du but»*.

Il ajoute: *«La civilisation, c'est le bien qui, lentement, progressivement, chasse le mal devant lui. C'est la science qui fait la lumière là où l'ignorance régnait, ce sont les forces spirituelles de l'humanité qui vainquent lentement les forces bestiales. La civilisation c'est cette progression séculaire de l'humanité qui sort de l'animalité pour aller vers ses destinées supérieures. Chaque génération a pour mission de porter un peu plus haut le degré de civilisation, de développer et de grandir le patrimoine que lui ont légué les générations qui précèdent. La civilisation c'est ce grand élan de vie bonne et généreuse qui s'oppose à toutes les bassesses, à tous les attrait du monde matérialiste et bestial dont nous sortons. La civilisation, c'est précisément le contraire de tout ce que développent la guerre et le système militariste dans le monde; c'est un bien à défendre contre la barbarie, je suis d'accord, mais c'est un bien à défendre autrement que par les armes et la guerre»*.

Les valeurs que Jules Humbert-Droz inscrit sous le terme de «civilisation», comprenant sans aucun doute le respect de la vie, la protection de l'intégrité physique

et du patrimoine, doivent toujours être défendues. Mais la question du comment reste d'actualité. Depuis quelques décennies, le concept de défense nationale est planifié selon différents axes: la défense militaire, la défense civile, la défense économique et la prévention des conflits. Au premier volet est consacré l'essentiel des forces humaines et financières; au dernier n'est attribuée qu'une part congrue des efforts. Et pourtant, même si c'est une lapalissade de le dire, c'est bien par le biais de la prévention des conflits que la sécurité est la mieux assurée durablement.

Schématiquement dit, lorsqu'une solidarité, notamment matérielle, est vécue entre les citoyens d'un même pays, lorsque ces derniers partagent des valeurs liées à l'organisation de la société, les risques de conflits internes – y compris de conflits pouvant déboucher sur de la violence – sont grandement atténués. Chaque fois que cette solidarité est exercée à l'échelle internationale, il en va de même. Pour ne citer qu'un exemple, si le peuple devait accepter l'initiative populaire «anti-minarets», la perception de la Suisse au sein des pays musulmans serait moins souriante, la cote d'amitié, aussi subjective soit-elle, en serait effritée. Certes, cet épisode, à lui seul, ne peut raisonnablement déboucher sur l'amorce d'un conflit mais, au fil des années, le cumul de mécontentements de même nature entre les peuples, le cumul de vexations, le cumul d'échanges économiques toujours au profit des plus puissants, l'utilisation non partagée de ressources énergétiques créent hélas les conditions propres à la naissance de conflits. Aussi, assurer la sécurité à long terme, c'est bien tenter d'éliminer à la source tout acte potentiellement porteur de discorde et d'injustice.

La Suisse a donc tout intérêt – et cela aurait aussi valeur d'exemple au moment où elle est critiquée pour les pratiques financières de certaines de ses banques – à être

active dans l'énumération des causes susceptibles de déboucher sur des conflits à l'intérieur du pays ou avec l'extérieur. A cet effet, il conviendrait de créer un «lieu» officiel permanent, composé d'experts indépendants provenant par exemple des milieux du droit, de l'économie, de l'éthique, des relations internationales, de la coopération au développement, de la sphère sociale. A eux, tout en restant ouverts aux observations et suggestions venant de l'extérieur de leur cercle, d'établir par ce bout particulier de la lorgnette la liste des causes de conflits potentiels et de proposer des solutions. Puis, fort de ces réflexions, aux autorités politiques de prendre année après année les mesures qui s'imposent. Le travail est de longue haleine, mais il mérite d'être accompli dans l'intérêt de tous.

Aujourd'hui, la Suisse, seule ou avec d'autres nations, met à disposition ses bons offices pour faciliter la résolution de différends, de conflits, entre pays voire au sein d'un même pays. Cette activité, la plus souvent discrète, doit être poursuivie, voire si possible amplifiée, et disposer à cet effet des moyens nécessaires. Ces démarches, elles aussi, s'inscrivent dans l'esprit de la prévention des conflits ou dans la volonté de faire cesser ceux qui se sont embrasés.

Lorsque la guerre est aux portes, lorsque le terrorisme parle, il n'est jamais trop tard pour faire de la prévention mais cette seule démarche peut paraître illusoire pour garantir l'intégrité physique de la population. Aujourd'hui, la guerre ne menace pas la Suisse. C'est justement le temps où il ne faut pas baisser les bras et mettre ses forces dans la construction de la «civilisation» espérée par Jules Humbert-Droz, libre, démocratique, juste et, ajouterions-nous, solidaire et respectueuse de l'environnement. Cette civilisation, bâtie à l'échelle mondiale, ne nécessitera plus de préparation militaire.

Armand Blaser

Le chercheur d'absolu

Lorsqu'un ami Lyonnais m'a avoué qu'en France les Suisses étaient surnommés les «Oin-Oin», j'en ai éprouvé un certain malaise... A l'image de ces blagues naïves et vieillottes, la Suisse va-t-elle cumuler les clichés? Il semble que certains membres du Département de la défense nationale en soient restés aux années de mobilisation, quand nos frontières étaient garnies de toberones en béton et que les petits Suisses se réfugiaient dans les trous de leur fromage.

Et si notre pays, au lieu de moderniser son armement, modernisait ses idées, s'ouvrirait à l'autre, élargissait ses horizons? Et si l'argent consacré à l'achat de nouveaux avions de combat était utilisé pour promouvoir la paix? Imaginez l'honneur de reconnaître en cette Suisse neutre et de réputation humanitaire, un leader appelant, de par son exemple, à

un pacifisme planétaire, tout en favorisant l'éducation et le dialogue universels. Un jour viendra où un pays devra impérativement prendre cette initiative. Et si c'était le nôtre?

L'idée même de posséder des armes contient en elle le germe de la guerre. Stoppons également la fabrication déguisée et la vente d'armes qui se font au nom d'une économie soi-disant indispensable qui doit, elle aussi, changer de cap. Revisitions le chercheur d'absolu (Théodore Monod, Ed. Le Cherche Midi, 1997):

«Quelques consciences sont capables de résister à la tradition guerrière. Une poignée de résistants ne se laissent pas domestiquer par la mise en condition générale. Les contes-tataires, même s'ils sont une goutte d'eau dans la mer, touchent les gens, ouvrent les esprits. Il est bon de ré-

veiller un peu nos contemporains. Car, spontanément, ces derniers ne sont malheureusement pas près du réveil...

Arracher l'homme à son amour maudit de la guerre, tel est mon objectif. Je n'en démordrai pas... Le mot désarmement circule entre les chefs des gouvernements, tout simplement parce que l'humanisme est à la mode et permet aux politiciens de glaner des voix. L'espoir est pourtant dans la direction du pacifisme... Si une guerre atomique venait à se déchaîner aujourd'hui, ce serait mille fois Hiroshima. Preuve, si besoin en était, que nous avons fait beaucoup de «progrès». H.G. Wells le disait tout récemment: ce qu'on met dans la cervelle des gens importe tout autant à la paix du monde que ce que l'on met dans leurs arsenaux, et ne doit pas être moins soigneusement contrôlé.

Christiane Bonder

L'armée obligatoire, c'est fini!

C'est sous ce titre que les journaux ont annoncé que, depuis le 1^{er} avril dernier (et ce n'est pas un poisson!), la suppression de l'examen de conscience pour le service civil était effective. Ainsi donc, dès cette date, les objecteurs de conscience et les autres allergiques à l'armée n'ont

plus qu'à signer une simple formule administrative pour éviter l'école de recrue et les cours de répétition.

Le service civil restera toutefois basé sur la preuve par l'acte, c'est-à-dire l'accomplissement d'un service une

fois et demie plus long que le service militaire (390 jours au lieu de 260). En 2008, 1948 personnes ont déposé une demande d'admission au service civil. On peut penser que ce chiffre augmentera au cours des prochaines années.

Collaborations

Les personnes citées ci-dessous ont permis d'enrichir ce numéro par leur contribution. Nous les remercions.

- M. Jean Grin, secrétaire du Centre pour l'action non-violente
- M. Didier Burkhalter, conseiller aux Etats (PLR/NE), vice-président du Groupe libéral-radical de l'Assemblée fédérale
- M. Georges Tafelmacher, objecteur de conscience et pacifiste, GSsA
- M. Alexandre Vautravers, directeur du Département de Relations internationales de l'Université Webster à Genève, rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* et commandant du bataillon de chars 17
- Mme Mireille Grosjean, enseignante, coprésidente de la Société suisse d'espéranto
- M. Henri Jaccottet, médecin, membre du comité rédactionnel de *l'essor*
- M. Pierre Lehmann, physicien, membre du comité rédactionnel de *l'essor*
- M. Zachée Betche, pasteur et philosophe
- Mme Claudette Bovet, secrétaire médicale, militante chez les Verts
- M. Michel Chabloz, brigadier
- M. Pierre Aubry, capitaine
- M. Armand Blaser, objecteur de conscience, député socialiste au Grand Conseil neuchâtelois
- Mme Christiane Bonder, décoratrice (soutient son fils objecteur de conscience).

Sollicité, le vice-président romand de l'UDC ne nous a pas répondu. Quant au Département de la défense nationale, il nous a adressé le message suivant signé par M. Martin Bühler: «Je vous remercie de votre demande du 10 mars 2009 et de votre intérêt pour notre travail et pour la politique de sécurité de la Suisse. Comme le conseiller fédéral Ueli Maurer est en fonction depuis relativement peu de temps et doit traiter de nombreuses affaires en cours (rapport sur la politique de sécurité, auditions, report de l'acquisition des avions de combat), il nous semble plus judicieux de faire paraître un article sur le rôle de l'armée plutôt au début 2010».

Mais qui est donc Barack Obama?



Mes renseignements sont tous tirés d'un premier livre et du prologue du suivant: *Barack Obama, «Les rêves de mon père»*, paru aux Etats-Unis en 1995, réédité en 2004, traduit en français par Danielle Darneau. Editions Presse de la Cité, septembre 2008. Idem «*L'audace d'espérer*», novembre 2008.

En l'absence d'une table des matières ou d'un tableau chronologique, je vous donne une espèce de canevas de cette aventure pour vous en faciliter la lecture.

En arabe, Barack signifie «béni» (la baracka!). Le grand-père paternel de Barack était un Kényan noir; son prénom était Hussein... quoique Luo, mais il y a des Kényans musulmans. Barack est né en 1961 à Wichita (Kansas), domicile des grands-parents blancs. Comme il l'affirme en tête de son deuxième livre, il a été «élevé» par deux femmes d'un milieu «respectable», comme on dit aux Etats-Unis: sa grand-mère Tut (la stabilité) et sa mère Ann (courage et amour) selon ses expressions. Le père de Ann avait eu, avant son mariage, une vie tapageuse; il apparaît avec le surnom de Gramps.

En décembre 1941, la veille de Pearl Harbor, le couple quitte Wichita que Gramps trouve par trop bourgeoise: Ann naît en 1942; G. s'engage dans l'armée mais il n'aura pas à combattre, même pas lorsqu'il sera en France. 1945; un bref passage à l'Université de Berkeley; le caractère indépendant de Gramps entraîne la petite famille tour à tour au Texas, au Kansas, à Seattle (où Tut termine ses études secondaires!) et finalement à Hawaï dès 1959. Les idées de Ann deviennent avant-gardistes; à l'université, elle rencontre un étudiant noir de huit ans plus âgé qu'elle; il s'appelle Barack Obama. Comme on le sait, Barack Obama fils naît en 1961. Barack père, après avoir terminé ses études à Hawaï, a la chance de pouvoir les continuer à Harvard. Puis il quitte sa famille américaine et rentre au Kenya où il devient conseiller (malheureux!) du gouvernement. Il revient cependant à Hawaï en 1971 pour revoir son fils et Ann; il loge chez les grands-parents, De ce séjour du père, Barack fils gardera un souvenir mitigé assaisonné de deux injonctions paternelles qui l'accompagneront tout au long de sa vie: «Fais en sorte de savoir qui tu es!» et «Travaille tant que tu peux!». Il ne reverra jamais son père qui meurt en 1982 dans un accident de voiture.

Entre-temps, Ann avait épousé un Indonésien qui étudiait, lui aussi, à l'université; elle l'avait accompagné lorsqu'il était rentré dans son pays, de sorte que Barack Obama passa ses premières années scolaires en Indonésie. Une petite Maya était née. Lors de la visite de son père, Barack commençait ses études secondaires, Ses études universitaires, il les fit d'abord à Hawaï, les poursuivit à Los Angeles, après quoi il fut engagé comme conseiller social pour la communauté noire de Chicago. Il s'y consacra corps et âme. 1988, un tournant: il est admis à la faculté de droit de l'Université de Harvard – un honneur; il décide alors de profiter du temps qui le sépare de cette nouvelle vie pour faire un voyage au Kenya avec sa demi-sœur Auma. Là, il est reçu à bras ouverts dans sa famille Obama, un

véritable clan; il découvre ses racines noires enfin, après les racines blanches de sa lignée maternelle. C'est la fin d'un long parcours depuis le temps où il ne se sentait pas tout à fait noir parmi les Noirs et, bien évidemment, pas blanc parmi les Blancs.

De «*L'audace d'espérer*», j'extrai ce qui suit: «*Son parcours à Harvard fut brillantissime: il devient le premier afro-américain à accéder à la présidence de la prestigieuse Harvard Law Review*». A son retour à Chicago, il entre dans un cabinet d'avocats spécialisés dans la défense des droits civiques. Il est nommé professeur de droit constitutionnel à l'université. Il se marie en 1992. En 1996, il est élu au Sénat de l'Illinois puis, contre toute attente, au Sénat national des Etats-Unis. La deuxième édition des «*Rêves...*» paraît la même année.

Et pour terminer, une anecdote: Barack avait promis à Michelle de cesser de fumer s'il était élu en 2008; à ses filles de leur offrir un chien. Les donneurs de chiens de race se précipitent; Barack leur répond qu'il ira choisir un chien à la fourrière, un métis comme lui!

La traduction française du deuxième livre de Barack Obama, «*L'audace d'espérer*», avec pour sous-titre «*Une nouvelle conception de la politique américaine*», a paru en novembre 2008. C'est une véritable éducation civique qui fait penser à ce qui est devenu un livre intitulé «*Le Fédéraliste*», les articles des pères fondateurs parus durant tout l'hiver qui a précédé la Constitution en 1787 et son approbation par votation populaire dans les 13 provinces.

On y trouve le même talent de convaincre, ce qui n'est pas peu dire! L'auteur nous fait bénéficier de ses connaissances acquises dans son travail de conseiller social et de membre d'un bureau d'avocats spécialisés dans la défense des droits civiques.

Son livre comporte 369 pages et 9 chapitres traitant des sujets suivants: Républicains et démocrates; Les valeurs; Notre constitution; La politique; Les chances à saisir; La foi; La race; Le monde au-delà de nos frontières; La famille.

Le lecteur en sort enrichi par la profession de foi d'un maître sans préjugé quelconque vis-à-vis d'autrui. A relire!

Henri Jaccottet

Lectures recommandées

Cet homme nommé Calvin – Tiré à part de l'Hebdo à l'occasion du 500^e anniversaire du grand réformateur.

Ces chrétiens qu'on assassine – De René Guittou, Flammarion 2009. Un tableau effrayant des persécutions et des massacres subis par les chrétiens dans les pays musulmans.

Le monde selon K.

Pierre Péan, 2009

Grâce aux quelques rares grands journaux français qui ne sont pas sous la coupe de l'Elysée, on savait que le trône de Bernard Kouchner était vacillant. Mais de là à penser que le french doctor avait troqué l'humanitaire contre le pouvoir et le luxe, il y avait un fossé que le livre de Pierre Péan nous permet hélas de franchir aisément. Hélas, disons-nous, car Bernard Kouchner fut pendant longtemps une des personnalités préférées

des Français et on admirait son action. Aujourd'hui, il ne traque plus le malheur, mais le fric.

Bien des gens sont comme les horloges qui indiquent une heure et en sonnent une autre.

Proverbe danois

Sans doute Bernard Kouchner était-il sincère quand il oeuvrait

dans le cadre de Médecins sans frontières. Sans doute y a-t-il eu dans sa vie une période où il était préoccupé par les droits de l'homme et la misère du monde. Mais aujourd'hui, corrompu par l'argent et le pouvoir, il est devenu un autre homme. Non seulement, il a activement soutenu l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis, mais il a réussi à renforcer la diplomatie française dans ce qu'elle a de plus détestable, notamment sa mainmise sur les gouvernements de l'Afrique francophone.

Le french doctor ne se promène plus comme naguère avec un sac de riz sur les épaules. Au contraire, il aime se pavaner sur les yachts de luxe ou dans les villas somptueuses de Marrakech. Il ne dénonce plus les atteintes des droits de l'homme des dirigeants du Gabon ou du Congo, mais fait affaire avec eux. Au point d'ailleurs qu'il a écarté de son chemin ceux qui lui résistaient, notamment ses secrétaires d'Etat à la coopération et aux droits de l'homme.

Bernard Kouchner était une idole. Aujourd'hui, grâce au livre très bien documenté de Pierre Péan, on le perçoit comme un arriviste dénué de tout sentiment humanitaire. Preuve de son goût immodéré pour le pouvoir: il a soutenu Ségolène Royal à l'élection présidentielle. Puis, après la défaite de la candidate socialiste, il a rallié Sarkozy sans états d'âme. Un conseil pour terminer: Bernard Kouchner devrait cesser de dire qu'il n'a pas renié ses convictions de gauche. Il fait honte à ceux qui se battent sincèrement pour un monde meilleur.

Rémy Cosandey

Un miroir des temps modernes!

Editions de l'Aire, 2009

Marie-Jeanne Urech publie son quatrième livre aux Editions de l'Aire. Elle propose 9 nouvelles sous le titre «L'Amiral des eaux usées». Telle une visionnaire, elle projette le lecteur dans les conséquences annoncées du bouleversement climatique. Dans la nouvelle qui donne le titre au livre, il pleut en toute saison, mais y a-t-il encore des saisons? Dans ce pays inondé il fallait bien un amiral qui se déclare le maître des lieux. Il chasse les propriétaires à coups de bottes. Comment ne pas songer aux expropriations qui ont précédé la mise en exploitations de certains gisements pétroliers? Il n'y a plus d'hommes dans le pays, tous expédiés sous les armes. Une pénurie alimentaire fait naître un marché noir, et des pillages réalisés par une armée de l'ombre qui ne rend des comptes qu'à l'Amiral. «C'est dans la boue que vous naissez et c'est dans la boue que vous mourrez tous! Et moi l'Amiral je boirai un verre de cette boue à votre santé». On a envie de s'écrier: la crise on la connaît, on est dedans jusqu'au cou!

Ce sont les circonstances qui décident du bien et du mal.

Machiavel

Le seul espoir que l'auteur nous laisse entrevoir, c'est la révolte

d'une jeune femme qui, pour nourrir des enfants, n'a d'autre solution que de sortir son revolver quand l'Amiral refuse de partager ses provisions.

La deuxième nouvelle décrit comment la machine est en train de prendre la place de l'humain. Puis c'est l'égoïsme instauré par notre société qui fait d'un repas de noce, le triomphe de l'indifférence. «Ils ont disparu! Les convives baissèrent la tête, ils n'étaient plus très sûrs d'avoir salué les mariés».

Il y a aussi les cuirassés où l'on échange ses enfants contre des médailles épinglées sur le plastron du père! Il y a le vieillard évadé de son EMS avec son sac à linge et sa bouteille d'eau, et puis cet informaticien, qui vit dans les carcasses d'ordinateurs, dont l'unique préoccupation est de gagner du temps, ce temps si précieux qu'il ne peut en détourner une seconde. «Dans la forêt de béton l'argent poussait comme de la mauvaise herbe».

Marie-Jeanne Urech nous tend un miroir du monde dans lequel nous sommes engagés, sans amour, sans beauté, sans humanité. De quoi avoir des sueurs froides. Ce livre a été sélectionné pour le prix des auditeurs de la radio romande.

Mousse Boulanger





Femmes exilées, femmes engagées

Le 23 mars a eu lieu à Genève la remise du prix honorifique 2009 de l'Association «Femmes exilées, femmes engagées». Il est revenu cette année à Madame Marta Fosch, d'Allau, militante pour les droits humains d'Amnesty International qui a soutenu de nombreux projets humanitaires. Suivent les portraits de quatre femmes immigrées lauréates au courage exemplaire et celui de l'«Association Solidarité Femmes Africaines» créée en 2002 pour répondre aux besoins d'un grand nombre de femmes africaines infectées ou affectées par le sida, qui a reçu le «Prix Association». Une plaquette retrace la vie des lauréates que des photos nous rendent étonnamment proches. Contacts: Mme Alba Viotto, Avenue Amazones 8, 1224 Chêne-Bougeries.

En cercle et en silence pour les sans-papiers

En février, à Besançon, 150 personnes ont répondu pour la deuxième fois à l'appel d'un collectif d'associations et ont formé un cercle de silence de trois quarts d'heure, signifiant ainsi leur refus d'assister chaque jour en France à des arrestations, des mises en centres de rétention, des expulsions de personnes sans papiers. Ce mode de protestation, parti de Toulouse, a essaimé dans de nombreuses villes. Prochain cercle au même endroit dans un mois.

D'après la *Feuille mensuelle* du MRAP de mars 2009, section de Besançon

La SNCF se met au vert

D'ici un an, la gare d'Achères-Ville, non

loin de Paris, deviendra la première gare solaire de France. La nouvelle gare consommera 64% d'énergie de moins que l'actuelle.

D'après *Nouvelles Clés* No 61 – nouvellescles.com

Echange de savoirs

Au Salvador, lors des troisièmes rencontres nationales intitulées «Sécurité alimentaire et souveraineté», plus de 100 paysans et paysannes sont venus échanger leur savoir et leurs semences locales. Antonia Segura, 65 ans, analphabète, fut une des principales oratrices de ces rencontres, livrant une foule d'explications sur le maïs indigène et soulignant le rôle de la culture indigène maya. Une volonté d'agriculture biologique plus que jamais nécessaire à l'ère de la crise alimentaire.

D'après la Revue de l'OSEC *Solidarité*, février 2009

Aide aux personnes âgées

Au Japon on tente de répondre à la crise du vieillissement démographique de la façon suivante: des jeunes apportent leur aide à des personnes âgées près de chez eux et reçoivent en échange des «tickets de soin» qu'ils pourront transférer à leurs parents à l'autre bout du pays pour qu'ils s'offrent une aide à domicile ou qu'ils pourront utiliser pour eux-mêmes en cas de besoin ou de maladie.

D'après *L'Age de faire* de février 2009

Nouveaux néonationaux

Un renseignement intéressant nous vient de *La Lettre citoyenne*, relativement aux

néonationaux européens en 2006. On apprend ainsi que la moyenne européenne est de 1,5 nouveau national par millier d'habitants chaque année et qu'en 2006 près de 735'000 personnes ont acquis la nationalité de l'un ou l'autre des 27 Etats de l'Union européenne. Le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne représentent à eux trois plus de 60% du total.

D'après *La lettre citoyenne* No 17, janvier-février 2009

Collège sans racisme

Le collège Diderot, à Besançon: 770 élèves de 41 origines différentes. Tout ce petit monde se côtoie sans problème, ce qui vaudra à l'établissement le label européen des «Ecoles sans racisme». Les enfants ont proposé à leurs camarades de signer une pétition exprimant le refus de toute forme de discrimination: racisme, sexisme, homophobie, antisémitisme... Ils s'engagent aussi à agir concrètement s'ils sont témoins d'actes discriminatoires et à soutenir au moins un projet par an.

D'après *L'Est républicain*, du 6 février 2009 (envoyé par Mme B. Gillier de Besançon)

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Le déchet, une erreur rédhibitoire

La production de déchets provoquée par les activités humaines a atteint une dimension inquiétante et finira par condamner la civilisation économique-industrielle si rien n'est entrepris pour la stopper. Malheureusement, la gestion des déchets est devenue une activité économique à part entière qui a justifié de gros investissements dans des équipements spécialisés: usines d'incinération des ordures, stations d'épuration des eaux, lavage de fumées, véhicules spéciaux pour le

transport des ordures, etc. Peut-on changer un système qui représente actuellement une activité économique nécessaire pour maintenir la croissance? Nous attendons avec intérêt vos avis et vos contributions. Rappel de l'adresse: Rémy Cosandey (voir ci-contre). Après les vacances, nous consacrerons un dossier relatif aux avantages et aux dangers de l'informatique. Là encore, nous accueillerons dès maintenant vos articles et témoignages.

L e s s o r

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Delia Mamon, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
L'Essor – Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53 - 2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; cosandeyremy@hispeed.ch

Abonnement annuel : Fr. 36.– (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L e s s o r - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 mai 2009
prochain forum : Le déchet, une erreur rédhibitoire